L'Abeille et la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: No 75, rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 7 JANVIER 1864. Entre les rues Bienville et Conti.

NOUVELLES ORLEANAISES

JEUDI MATIN, 7 JANVIER.

Ventes du Bureau de ce jour.

Par W. Vincent—A son magasin d'encan, 126 bois de chauffage, lampe fish, chaperon et ustensile en fer blanc.

Par E. Forgé & Co—A leur magasin d'encan, sous l'hôtel Verandah, lampe fish, chaperon et ustensile en fer blanc.

Par Vincent & Co—Aux dernier lavé du prêteur à la Place Dauphine, tout le matériel de boulangerie.

Par J. P. Maginnis—Aux 75 et 77 Carondelet, 1 quantité de Bagging de Calcutta.

Par E. P. Morgan—No 68, rue de Chartres, 251 bois de foin.

Par Pedesclaux & Amory—Au départ du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, 200 têtes de jeunes bestiaux.

Par D. E. Murphy—A l'entrepôt Bolle, ovales ordinaires.

Par P. Perrault—Succession de Bourgeois, 16 Carondelet, 1 lot de divers meubles.

Par J. P. Robinson—Aux No 2 & rue Carondelet, 1 quantité d'un magasin de charbonnage, les installations fixes, 1 cheval et 1 charrette.

Par J. Cusachs—Aux Bourbon, entre Orléans et Bienville, 1 maison, 1 cheval et 1 charrette.

Par P. Vincent—Au magasin de chandelle, 1 lot de chandelle, beurf, beurre, fromage, &c.

Par J. P. Robinson—A encan, beurre, en cubs—des rues Magazine et Gravier, huile de charbon et marchandises diverses.

Par E. P. Morgan—A 10 heures, au No 61 de la rue des Magasins, meubles et autres d'ameublement.

Par P. Montgomery—A 2 heures et demie, sur le rive droite du fleuve, en dessous du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, bois.

LE PARTI DE LA PAIX ET LE PARTI DE LA GUERRE.

On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* du 27 décembre :

Parmi les votes qui ont marqué la session actuelle dernière dans la Chambre des Représentants, il en est deux sur lesquels nous croyons devoir revenir aujourd'hui.

Ils portaient sur deux motions faites dans le même jour.

La première émanant de M. Edgerton, démocrate de l'Indiana, proclamait à nouveau, solennellement la doctrine des droits particuliers des Etats et de leur inviolabilité absolue. La motion fut rejetée par 116 voix pour et 90 contre.

Un membre du parti républicain a alors proposé, à titre de contre-partie, une résolution déclarant que l'objet et l'unique moyen de mettre fin à la guerre civile était d'employer la force. Cette résolution a été adoptée, par la majorité de 29 voix contre 64.

Nous renvoyons dans ce double vote le même principe qui a manifesté ses progrès toutes les fois qu'une question analogue, mise en avant soit par un parti soit par l'autre, donnait l'ouverture de la session. Il est donc permis de considérer comme établi désormais que le système de la guerre à outrance a compté dans la Chambre un effectif de 70 à 80 voix, tandis que les idées de conciliation sont aujourd'hui par 60 à 70 membres. Entre ces deux degrés de fractions démembrées, reste une minorité flottante de 30 votants à peu près, qui se donnent dans une certaine réserve et paraissent ne vouloir ni aller aussi loin que les républicains purs, ni se compromettre avec les démocrates politiques. C'est exactement la division que nous avions annoncée devoir s'établir, en public, à l'ouverture de la prochaine session du Congrès. Jusqu'à présent, il faut le dire, les républicains modérés semblaient plus volontiers apporter leur concours aux votes belliqueux ; et aux lettres particulières de Washington, que nous avons eues les yeux laisse peu d'espérance de voir la désapparaître de la paix exercer une influence utile sur les passions de la Chambre. Mais la pensé blâmé d'un déplacement de majorité, dans certaines circonstances données, n'a éclaté par moins. Nous avons une longue année (en perspective) et nous devons dire que certains ailleurs, les destins et les vents sont changeants.

LES REPONSES DE L'EUROPE.

[SUITE.]

Nous avons donné dans l'*Abeille* d'hier les réponses de l'empereur de Russie, du roi d'Italie et du roi des Belges aux lettres de convocation qui leur avaient été adressées par Napoléon III pour le Congrès européen. Nous avions déjà publié la lettre de la reine d'Espagne il y a quelques jours ; nous donnons ci-dessous les réponses de l'empereur d'Autriche, du roi de Prusse, du roi de Suède, du Pape, de la Confédération helvétique, de la reine de Wurtemberg, de Hollande, de Grèce, de Hanovre, de Bavière et de Saxe :

Lettre de l'empereur d'Autriche.

"Monsieur mon frère,

"La lettre que Votre Majesté m'a écrite le 4 novembre, appelle mon attention sur l'état précaire de l'Europe, sur les dangers qui pourront en résulter, et me propose de régler le présent et d'assurer l'avenir dans un congrès.

"Cette démarche est dictée à Votre Majesté par le désir sincère d'épargner au monde les calamités qu'entraîne la guerre. Conserver et sauver à l'Europe les bienfaits de la paix, préserver de toute atteinte l'honneur et la dignité de mon pays que nous gouvernons, telle doit être, en effet, mon but le plus constant et mes plus chères espérances. Toi est aussi mon vœu le plus cher, pour atteindre un pareil but, ma coopération me fera toujours acquise à Votre Majesté.

"Guidée par ce sentiment, j'ai consciencieusement examiné la proposition qui m'était faite. J'ai dû me demander d'abord si, sous sa forme actuelle, le projet de Votre Majesté remplit toutes les conditions qui permettraient d'en espérer un résultat conforme à vos désirs et aux miens.

"Le succès de toute entreprise dépend en grande partie de la manière dont on l'engage et de plus qu'on y met. Plus l'entreprise est difficile et réclamé le concours de forces de volonté diverses, et plus il devient urgent d'examiner clairement et au point de départ, le but précis, l'objet et les moyens d'obtenir ce qu'on se voue, de déterminer enfin d'avance la ligne à suivre jusqu'au bout. Ces conditions me paraissent important essentiellement en ce qui concerne l'œuvre que Votre Majesté désire tenter et à laquelle elle me convie. Avant de m'y associer, je crois donc indispensable d'être éclairé sur certains points préliminaires. Je tiendrais, au fond, à connaître avec quelque précision les bases et le programme des délibérations du congrès qui aurait à s'ouvrir.

"En appelant d'avance les diplomates que le congrès devra examiner, ne faut-il point d'abord sur la direction à imprimer à ses travaux, en évitant de se heurter contre des obstacles impossibles à vaincre, et qui compromettraient l'œuvre entière ? Ces questions, ces problèmes dangereux et presque insolubles, qui, soulevés inopinément, ne feraient qu'envenimer les discussions et exciter de nouvelles complications, au lieu d'aplanir celles qui existent déjà.

"Ces considérations me paraissent trop importantes pour ne pas mériter toute l'attention de Votre Majesté. Le prince de Metternich, qui, en son absence, sera remplacé par le comte Rechberg, a reçu mes ordres à ce sujet, et je me réserve de m'éclairer encore davantage auprès de Votre Majesté elle-même dans une entrevue dont l'époque pourra être fixée d'un commun accord.

"Je suis prêt, pour ma part, à prendre l'initiative de cette entrevue, si Votre Majesté préfère à se rendre à Saint-Régis, puisque ce lieu est neutre, qui militerait en sa faveur, mais je ne puis me dissimuler que Votre Majesté a probablement des motifs pour ne pas choisir un pareil lieu. Dans ce cas, je me rendrai à Paris, dans le but de faire connaître à Votre Majesté mes dernières intentions, et je me mettrai à sa disposition pour me concerter avec elle sur le lieu et l'époque de la réunion du congrès.

"Je ne saurais que souhaiter bien sincèrement que les hautes intentions de Votre Majesté impériale, inspirées par un sentiment si noble et si généreux, trouvent leur réalisation dans le présent et dans l'avenir.

"Votre Majesté, en m'écrivant la lettre que nous analysons ici, a répondu à la 13 novembre, à celle que je lui avais adressée le 3 octobre, et dont elle n'est inspirée rencontrer aujourd'hui chez moi cet empressement cordial qu'un souverain ami a droit de plus fort des peuples qu'il marque l'objet, par un noble but que Votre Majesté propose aux puissances européennes en les invitant à un nouveau congrès. Les traités de 1815, dans le cours d'un demi-siècle, ont nécessairement été modifiés par les modifications que l'influence irrésistible du temps et des événements produit sur toutes les institutions humaines. Ces traités n'en constituent pas moins la former le fondement sur lequel reposa aujourd'hui l'édifice politique de l'Europe. Ce sera donc une tâche digne de efforts réunis de tous les gouvernements intéressés au maintien de l'ordre et de la paix que de consolider ces fondements, de suppléer aux parties qui en ont été détruites ou qui devront les être, et d'entourer de garanties nouvelles les dispositions qui se trouveraient méconnues ou menacées. Voilà l'œuvre à laquelle je m'associerai de grand cœur et en parfaite liberté de ne prendre point part de ma sollicitude pour les intérêts généraux de l'Allemagne, parce que la France, n'était jamais sortie de la limite de la modération, ne pas l'intérêt à provoquer ou à empêcher de résultats d'un congrès. Cette situation permet à mon gouvernement de prendre, au sein du congrès impérial et désintéressé à la tâche d'établir entre les puissances conviquées l'accord parfait sur le principe du congrès, et d'aplanir par des négociations préalables les difficultés qui pourraient apporter des germes de désordre à une réunion de conciliation et de paix. A cet effet, mon gouvernement pourra prêt à nommer les plénipotentiaires que Votre Majesté lui fera faire en vue d'un échange d'idées préparatoires.

"Je remarque Votre Majesté de l'hospitalité qu'elle veut bien m'offrir, et je sens par que je redouterais à Paris l'accueil cordial qui me serait fait chez le souverain d'un pays ami. Mais, mais c'est plutôt à nos ministres résidant auprès de leurs discussions préliminaires, qui seront soumises à ce congrès.

"Si cette occasion pour vous renouveler les assurances de la haute estime et de l'amitié toute particulière avec lesquelles je suis,

"Monsieur mon frère,

"De votre Majesté,

"Le bon frère,

"GUILLAUME.

"Berlin, 18 novembre 1863."

Lettre du Pape.

"Votre Majesté me pouvait blesser à exercer que le vicaire de Jésus-Christ, soit par les devoirs de sa sublime représentation, soit par la conviction où il est que dans la foi catholique seulement la principe se trouve l'unique moyen de salut pour les peuples ne peut se mêler des questions politiques, mêmoire à l'obligation de maintenir avec la plus grande vigueur les droits de l'Eglise, les augustes religion, qui est divine, infaillible, indéfectible, et immuable.

"Je considérerai que nous exprimons de voir revendiquer les droits violés ; mais du dernier temps, et avant que nous ne fassions la tentative, il convient de jeter un coup d'œil rapide sur la position de notre Saint-Siége, pour que nous ne soyons pas à même de juger si nous pouvons ou non répondre à un pareil désir.

"Vous savez, Monsieur mon frère, que, depuis quelques années déjà, nous avons été victime de la méchanceté de ceux qui, ne pouvant supporter la lumière de la vérité, ni la sainteté de la doctrine, ni la force de la justice, ont fait tout leur possible pour nous ravir ces biens, et pour les ravir à tous les peuples. Ils ont employé à cet effet la violence, la ruse, la fraude, la calomnie, et ils ont mis en œuvre tous les moyens que leur suggérait l'esprit de mensonge et de ténèbres dont ils sont remplis. Ils ont attaqué notre autorité, notre personne, notre gouvernement, nos droits, nos biens, nos sujets, et ils ont tout fait pour nous ravir notre gloire, notre dignité, notre liberté, notre vie même.